

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Lundi 15 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

La question marocaine (A/2175 et Add.1 et 2, A/C.1/737 et A/C.1/738) [suite]	293
---	-----

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

La question marocaine (A/2175 et Add.1 et 2, A/C.1/737 et A/C.1/738) [suite]

[Point 65*]

1. M. PALAR (Indonésie) évoque les deux difficultés actuelles auxquelles le monde est en proie: la guerre froide et le conflit colonial. A la lumière de ces circonstances, le fait d'avoir, dans la question tunisienne, ménagé les intérêts de la France, parce qu'elle fait partie du groupe occidental, constitue en réalité un coup porté aux forces qui luttent pour la paix. Il faut s'attendre en effet à ce qu'il y en ait qui tirent avantage des occasions que ferait surgir l'état de tension résultant de ces difficultés.

2. De même, au Maroc, la continuation de la répression, au cours de laquelle une centaine de personnes ont été tuées, risque d'avoir de graves répercussions politiques. Car une répression d'un caractère aussi brutal, qui s'accompagne de l'emprisonnement des chefs politiques et de la destruction de biens, ne peut aboutir qu'à une aggravation de la situation. Enfin, les autorités françaises ont été jusqu'à menacer de déposer le Sultan pour obtenir de lui qu'il condamne le recours aux Nations Unies.

3. M. Schuman lui-même, dans sa déclaration du 10 novembre, à la 392ème séance plénière de l'Assemblée générale, a reconnu que la France était liée envers le Maroc par un traité conclu entre deux Etats souverains. C'est là un fait d'une importance extrême: en droit international, l'Etat protégé subsiste comme entité juridique distincte.

4. En ce qui concerne, d'autre part, les motifs de l'intervention française au Maroc en 1912, M. Schuman a parlé de la nécessité d'assurer la sécurité de l'Afrique du Nord française, préférant passer sous silence le partage de l'Afrique et les rivalités dont le Maroc, du fait de sa richesse économique et de sa position stratégique, avait été l'objet et dont la France était sortie vainqueur en accordant des compensations à l'Italie, au Royaume-Uni, à l'Espagne, qui reçut une zone d'influence au Maroc, et à l'Allemagne. De plus, la France

réussit, en concluant une série de traités secrets, à tourner l'Acte d'Algésiras, traité international signé par le Maroc le 7 avril 1906, qui reconnaissait l'indépendance du Maroc et la souveraineté de son monarque. La France, ayant réussi à isoler diplomatiquement le Maroc, imposait en 1912 son protectorat à un pays qu'il lui fallut plus de vingt ans pour "pacifier", puisque la plus grande partie de l'Atlas et tout le sud du Maroc résistèrent à l'occupation militaire française jusqu'en 1935.

5. D'après le Traité de Fez, conclu en 1912, la France acceptait que soit maintenue la pleine souveraineté politique et religieuse du Sultan sur l'ensemble de son empire et que soient sauvegardés les principes constitutionnels de l'empire chérifien. De plus, seraient opérées les réformes que le Gouvernement français jugerait utiles, cette réorganisation devant se faire bien entendu dans le cadre de la constitution marocaine.

6. Toutefois la France bénéficiait de l'expérience acquise en Tunisie pour réduire au rang de colonie un pays dont la souveraineté avait été garantie par traités. Parmi les violations flagrantes du Traité de protectorat, on peut noter le fait que le Maroc est aujourd'hui divisé en plusieurs zones, alors que le Gouvernement français s'était engagé à maintenir la pleine souveraineté politique du Sultan sur l'ensemble de son empire. D'autre part, la France a violé les principes de la souveraineté du Sultan et du maintien des principes constitutionnels de son empire, puisque aujourd'hui le Sultan n'est plus qu'une personnalité sans pouvoir, l'administration chérifienne ne dispose d'aucun prestige et les intérêts nationaux marocains ont été sacrifiés aux colons européens qui dominent l'économie du pays.

7. Sans doute M. Schuman prétend-il que la France a cherché avant tout à élever le niveau de vie de la population dans un pays dont, rappelons-le, le Traité de Fez devait assurer le développement économique en même temps que le progrès constitutionnel. Mais les chiffres montrent que, depuis 1945, le pouvoir d'achat dont dispose une famille marocaine, déjà extrêmement faible avant la guerre, a diminué de moitié, ce qui explique dans une large mesure le mécontentement général.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

8. Bien loin d'accepter les affirmations de la France, les partis politiques marocains déclarent, à juste titre, que la crise actuelle vient de ce que la France n'a tenu aucun compte, pendant quarante ans, des droits et intérêts du peuple marocain et qu'elle s'est consacrée à l'amélioration du niveau de vie des colons et à l'affermissement du contrôle économique de la France aux dépens des Marocains. C'est ainsi que la population autochtone — c'est-à-dire 95 pour 100 de la population — doit faire les frais d'une administration destinée à perpétuer la domination colonialiste et l'exploitation du pays par la minorité française — 5 pour 100 de la population. Comment M. Schuman peut-il donc nier que l'œuvre française au Maroc ait été accomplie pour le profit des seuls Français?

9. D'ailleurs, d'une manière générale, qu'il s'agisse de colonies de droit ou de fait, toutes les améliorations introduites par les Puissances administrantes sont destinées dans une large mesure à servir les intérêts de leurs propres ressortissants. Aussi les assertions présentées par M. Schuman sont-elles assez fantaisistes si l'on songe que les ressources du Maroc sont placées au service de l'industrie française, alors que l'industrie marocaine manque de capitaux et de matières premières. De même, le Maroc doit maintenant importer une partie des produits alimentaires alors qu'il était autrefois exportateur. Après quarante ans de protectorat, la sous-alimentation et les maladies sévissent, cependant que des centaines de milliers de Marocains vivent dans des "zones" autour des villes. Depuis 1942, on a consacré 3 milliards 500 millions de francs et un peu plus de 2 milliards de francs respectivement à la construction de 2.380 maisons pour les Européens et de 6.113 habitations pour les Marocains.

10. La censure, sous une forme directe ou indirecte, restreint la circulation des nouvelles. Les Marocains ne peuvent former les syndicats qui leur permettraient d'échapper peut-être à la domination économique des Français. Les peines de prison ou les amendes prévues pour la violation du décret du 24 juin 1938, qui interdit aux Marocains de faire partie des syndicats européens ou même de former leurs propres syndicats, n'ont été supprimées qu'en 1950. En réponse à des propositions françaises tout à fait insuffisantes, le Sultan a proposé à son tour que le droit d'association soit accordé à tous les ouvriers, même aux travailleurs agricoles, et que l'on supprime la disposition selon laquelle la moitié des sièges des conseils syndicaux ou confédéraux seraient obligatoirement occupés par des Européens.

11. La proportion des enfants qui reçoivent une éducation primaire ou secondaire est de 94 pour 100 chez les Français et de 6 pour 100 chez les Marocains. Pour les filles, la proportion est respectivement de 89 pour 100 et de 3 pour 100. Cette discrimination est encore aggravée par la façon dont sont employés les fonds destinés à l'enseignement. Le budget ordinaire de l'éducation comporte en effet des sommes de 2 milliards 180 millions pour les Européens (32.000 francs par élève) et de 1 milliard 920 millions pour les Marocains (16.000 francs par élève). Le budget de la construction et de l'équipement de 1951 consacrait 1 milliard 420 millions à l'instruction des Marocains (731 francs par enfant d'âge scolaire) et 1 milliard 115 millions pour les Européens (17.210 francs, c'est-à-dire vingt-trois fois plus par enfant). Aussi n'y a-t-il, sur une population de 8.500.000 autochtones, que douze médecins marocains.

12. M. Schuman a déclaré que 94 pour 100 des terres cultivées l'étaient par des Marocains. Mais ces chiffres seraient-ils exacts qu'il ne faudrait pas oublier qu'un tiers seulement des terres arables est utilisé et que l'équipement moderne est mis à la disposition des seuls Français, si bien que le rendement sur les fermes marocaines est extrêmement bas et que ces exploitations sont à la merci des intempéries. Dans ces conditions, les grandes famines de 1937 et 1945 ont fait environ un million de victimes parmi la population marocaine.

13. Dans le domaine de l'administration, la discrimination est aussi flagrante, puisque les dépenses de personnel — il s'agit dans une large mesure de Français — ont été multipliées par trente-huit de 1936 à 1951. Ce sont les paysans marocains qui, par l'impôt, subviennent à un budget consacré pour 80 pour 100 au service du Protectorat. D'ailleurs, le budget marocain, bien qu'il couvre les dépenses de l'Etat marocain, est présenté au Sultan comme un fait accompli. En 1951, les bureaux du Résident général ont absorbé 21 pour 100 du budget (3 pour 100 pour les organismes proprement marocains) et les "services économiques", qui aident en réalité les monopoles miniers et les compagnies commerciales, 39 pour 100 du budget.

14. Pour subvenir à ces dépenses, l'impôt foncier et les contributions indirectes accablent les Marocains, cependant qu'il n'est demandé que 3 pour 100 et 21 pour 100 du revenu total respectivement à l'impôt sur le revenu et à l'ensemble des impôts directs. Toujours et partout, les 400.000 Européens, et particulièrement les intérêts des colons et des sociétés qui contrôlent la production et l'exportation des matières premières, l'emportent sur les besoins de la population autochtone.

15. En somme, les 400.000 colons se sont enrichis aux dépens de 8.500.000 Marocains qui n'ont nullement bénéficié des réformes dont se vante la France, si bien que le Sultan était amené, le 18 novembre 1952, à prononcer un discours particulièrement important. Avec ce monarque digne, modéré et essentiellement raisonnable, la France devrait parvenir sans peine à une solution mutuellement satisfaisante qui, en assurant la tranquillité de l'Afrique du Nord, contribuerait à la paix mondiale.

16. En premier lieu, le Sultan rappelait dans ce discours, prononcé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son avènement, le degré d'évolution auquel était parvenu le peuple marocain et évoquait le progrès des droits et libertés et des sentiments nationaux dans le monde ainsi que le désir du peuple marocain qui avait participé à la guerre aux côtés des alliés, de bénéficier de ces progrès de la démocratie.

17. Le Sultan se référait ensuite à son mémorandum du 31 octobre 1950 réclamant une nouvelle administration conforme aux aspirations marocaines et aux nouvelles conditions qui s'étaient établies dans le monde. Or, le Gouvernement français se bornait en réponse à proposer des réformes fragmentaires dans le cadre du Traité de protectorat.

18. Le Sultan indiquait que devant cette attitude et le refus de la France de négocier, il avait indiqué le 14 mars 1952 que le moment était venu de redéfinir les relations franco-marocaines, de garantir au Maroc sa souveraineté, et aux Français leurs intérêts légitimes dans le cadre d'une coopération économique, culturelle et internationale et de la sauvegarde des intérêts des autres minorités étrangères. Dans ce même mémo-

randum, le Sultan réclamait certaines libertés pour son pays et la constitution d'un gouvernement provisoire qui négocierait un nouvel accord franco-marocain. Le but poursuivi était de permettre aux Marocains d'administrer leurs affaires au moyen d'un parlement et d'un gouvernement constitutionnel, selon les principes démocratiques, sans exclure la coopération franco-marocaine.

19. Le Sultan continuait son discours en rappelant que le Gouvernement français, dans sa réponse du 17 septembre 1952, se bornait à proposer l'institution de djemaâs administratives, de commissions mixtes franco-marocaines et la coopération du Secrétaire général du Protectorat avec le Grand Vizir qu'il seconderait dans son rôle de chef de l'administration. Le mémoire français annonçait, en outre, des textes législatifs en matière judiciaire. Il affirmait le principe du caractère mixte de l'administration placée sous le contrôle des autorités françaises.

20. En somme, déclarait le Sultan dans son discours, ce plan ne comportait aucun élément nouveau et ne faisait même pas allusion aux propositions du 14 mars 1952 relatives à la constitution d'un gouvernement marocain et à l'établissement de certaines libertés, particulièrement des libertés syndicales.

21. Le Sultan constatait que le Gouvernement français s'était affirmé une fois de plus résolu à maintenir le Traité du protectorat, avait présenté ses réformes comme un ensemble qui ne pouvait être morcelé et finalement se déclarait prêt, une fois que ces réformes seraient acceptées, à proclamer l'association amicale et l'interdépendance d'intérêts franco-marocains qui devaient constituer à l'avenir la base des relations entre les deux pays, abstraction faite des objectifs et des pouvoirs concrets définis dans le Traité de Fez.

22. Le Sultan concluait son discours du 18 novembre 1952 en rappelant que, le 3 octobre 1951, il avait exprimé son regret de voir que le Gouvernement français ne voulait pas examiner ses propositions et avait indiqué que les propositions françaises auraient pour effet de diviser la souveraineté marocaine.

23. La délégation de l'Indonésie espère que cette déclaration raisonnable et pleine de dignité pourra servir de base aux recommandations que la Commission pourrait faire en vue d'une prompte et juste solution de la question marocaine.

24. M. LLOYD (Royaume-Uni) indique que la position de sa délégation est dans l'ensemble celle qu'il a déjà indiquée à propos de la question tunisienne (538ème séance).

25. La délégation du Royaume-Uni, sans mettre en doute la sincérité des délégations qui ont porté cette question à l'ordre du jour ni la vivacité des sentiments qu'éveille la question marocaine, considère que l'Assemblée générale n'est pas compétente pour examiner cette question et que, en le faisant, elle s'arroge des fonctions qui ne sont pas les siennes. M. Lloyd tient à présenter certaines observations à la suite des opinions exprimées par d'autres délégations. Comme ont eu l'occasion de le reconnaître la Cour permanente de justice internationale et la Cour internationale de Justice, la validité du Traité du protectorat franco-marocain est certaine. Or, contrairement à la Société des Nations, l'Organisation des Nations Unies n'a aucun pouvoir général de révision des traités. Quant à l'allusion qu'on a faite à l'Article 103 de la Charte, il faudrait, pour qu'il puisse jouer, que l'on ait établi l'existence d'un conflit

juridique déterminé entre la Charte et le Traité de protectorat, ce qui n'est pas le cas.

26. En vertu du Traité de protectorat, le Maroc, tout en gardant certains attributs de la souveraineté, confie la conduite de ses relations extérieures à la France, si bien que les questions qui se présentent entre ces deux parties cessent d'avoir un caractère international. Dans le tome I de la septième édition du *Traité de droit international* (*International Law: a Treatise*), par Oppenheim, à la page 177, le professeur Lauterpacht enseigne que, sauf le cas de droits spéciaux conférés par traité, les tierces Puissances n'ont pas le droit d'exercer quelque influence politique que ce soit dans les relations entre Etat protecteur et Etat protégé. Il cite, à titre d'exemple, les protectorats du Maroc et de la Tunisie.

27. Sans doute, certaines délégations ont-elles suggéré qu'il existait une contradiction entre le protectorat ou bien la situation de territoire non autonome, d'une part, et la Charte, d'autre part. Mais celle-ci reconnaît l'existence de territoires dépendants, par le fait même qu'elle en traite aux Chapitres XI et XII. Toutefois, dans le cas d'un protectorat, qui n'est pas un Territoire sous tutelle, l'Organisation des Nations Unies a, au maximum, les droits et les responsabilités qui lui sont dévolus par le Chapitre XI, relatif aux territoires non autonomes, mais non ceux du chapitre relatif au régime de tutelle, qui comporte l'acceptation d'un véritable contrôle des Nations Unies. Or, la seule obligation qui incombe aux Membres des Nations Unies, en vertu de l'Article 73 e, est de communiquer des renseignements concernant ces territoires au Secrétaire général. Nulle part dans cet article, ni ailleurs dans la Charte, il n'est prévu que les Nations Unies puissent intervenir dans les relations politiques des parties en présence.

28. Dira-t-on que la paix internationale est menacée? Mais pourtant il ne s'agit pas d'un différend entre deux Etats pleinement indépendants. Par suite, on n'est en présence ni d'un différend international, ni d'une menace à la paix internationale. D'autres délégations, il est vrai, se sont contentées de se référer à l'Article 14 de la Charte en vertu duquel l'Assemblée générale serait compétente. Mais à la réflexion, l'expression "l'ajustement pacifique de toute situation quelle qu'en soit l'origine" se réfère à une situation internationale, comme c'est le cas chaque fois que l'on trouve le mot "différend" ou "situation" dans la Charte. De plus, la limitation placée aux pouvoirs généraux de l'Assemblée à l'Article 10 — "toute question ou affaire rentrant dans le cadre de la présente Charte" — s'applique à fortiori à l'énumération de ses pouvoirs spécifiques, faite aux Articles 11 à 17. En d'autres termes, l'Assemblée générale ne saurait, pas plus en vertu de l'Article 14 que de l'Article 10, sortir du cadre de la Charte, soit dans les questions qu'elle discute, soit dans les recommandations qu'elle formule. Or, la délégation du Royaume-Uni considère que les questions auxquelles s'applique le paragraphe 7 de l'Article 2, parce qu'elles relèvent de la compétence nationale d'un Etat, ne rentrent pas dans le cadre de la Charte.

29. La délégation du Royaume-Uni estime donc que les Nations Unies ne sont pas compétentes pour discuter la question marocaine ou pour faire sur cette question une recommandation quelconque. La Première Commission doit donc reconnaître que toute ingérence dans l'administration de territoires non autonomes par des Etats qui n'ont aucune responsabilité en la matière — aussi bonnes que soient leurs intentions — ne

peut être que nuisible. Une telle ingérence retarde le progrès ordonné vers l'autonomie. Dans l'intérêt même des territoires non autonomes et de l'Organisation, il est temps que cessent ces attaques constantes contre les gouvernements qui ont la responsabilité de l'administration de territoires non autonomes. C'est ainsi, par exemple, que les trois discours que l'on vient d'entendre sur la question marocaine ne peuvent qu'exacerber les relations franco-marocaines.

30. La délégation du Royaume-Uni ne saurait appuyer aucun projet de résolution sur la question marocaine et elle maintient que la Première Commission n'a pas compétence pour examiner un tel projet.

31. M. NASZKOWSKI (Pologne) rappelle que la question marocaine n'est pas nouvelle pour les Nations Unies. En effet, les interventions de la France et des délégations appuyant les pays colonialistes empêchèrent déjà une fois cette question d'être inscrite à l'ordre du jour de la sixième session. Depuis cette époque, la situation au Maroc n'a fait que s'aggraver. Les événements ont confirmé que la France viole les principes de la Charte au Maroc comme en Tunisie. Il en découle une menace à la paix. L'Organisation a donc le devoir impérieux d'intervenir et d'accorder son plein appui aux légitimes revendications du peuple marocain.

32. Si l'on considère les divers aspects de la situation marocaine, on constate une oppression coloniale qui se manifeste par l'existence d'un régime de terreur massive; chaque manifestation de la lutte du peuple marocain pour la liberté est réprimée dans le sang.

33. Le régime de coercition coloniale est particulièrement évident dans le budget marocain: la majeure partie des crédits sont destinés à l'entretien de l'administration et de la police française. En 1951, sur un total de dépenses de l'ordre de 37 milliards 783 millions de francs, l'entretien de l'appareil administratif contrôlé par les Français a absorbé 30 milliards 929 millions de francs, dont plus de la moitié allouée au titre de la police et de la gendarmerie. Dans le même temps, les crédits affectés aux institutions marocaines centrales et provinciales n'atteignaient que 1,29 pour 100 du budget total. La situation, du reste, ne fait qu'empirer, car chaque jour voit se développer l'appareil de la domination française. En 1951, le Maroc était administré par 20.492 fonctionnaires français avec l'aide de 14.000 policiers. Il convient cependant de signaler que, pour l'ensemble du Maroc, il n'y a que 200 médecins.

34. Le Résident général français et le Secrétaire général du Protectorat français dirigent toute l'administration marocaine. Ni le Sultan ni le Premier Ministre marocain n'ont le droit d'entrer en contact avec les autorités marocaines locales sans l'assentiment des autorités françaises. En cas de refus du Sultan de signer un projet de loi, le Résident général a le droit de promulguer cette loi par lui-même. Le personnel administratif supérieur ne compte que 9 pour 100 de Marocains. Les autorités françaises s'estiment du reste tellement puissantes qu'elles vont jusqu'à violer l'unité territoriale du pays: ce fut le cas lorsque, en 1950, le Gouvernement français a, par un acte unilatéral, rattaché à l'Algérie la zone marocaine d'El Aria. Arbitrairement, les autorités françaises déterminent des zones dans lesquelles ne peuvent pénétrer les Marocains qui n'y ont pas leur résidence permanente. Le refus formel de la France d'admettre les réformes de structure qui permettraient au Maroc d'évoluer vers son autonomie est bien

le pendant de la politique française en Tunisie et procède de la même intransigeance colonialiste.

35. Cette position est formellement contraire au Traité de 1912 qui stipule que le but du protectorat est la réalisation de réformes administratives, économiques et autres.

36. Lorsqu'en 1950, les pourparlers franco-marocains furent rompus par la faute de la France, les mesures de répression brutale ne se firent pas attendre afin de contraindre le Gouvernement marocain à adopter les exigences formulées par la France. Il s'agissait en particulier, pour le Sultan, de condamner le parti de l'Istiqlal, de désigner pour les postes supérieurs de l'administration l'un des trois candidats présentés par la France, de désigner les membres marocains d'un conseil de gouvernement qui serait composé pour moitié de Français et qui devait, en toute hypothèse, demeurer sous l'autorité du Résident général, de désigner des conseils municipaux dont la compétence serait étroitement limitée au bénéfice des fonctionnaires locaux français. Les réformes proposées par la France envisageaient également la constitution de syndicats, mais en excluant de ces organisations les travailleurs agricoles au nombre de 1.500.000 et en exigeant que les bureaux de ces syndicats comprennent au moins 50 pour 100 d'Européens.

37. Ces réformes présentées par le général Juin sous forme d'ultimatum furent accompagnées d'une campagne de terreur et de violence qui souleva même l'indignation de la presse française. C'est en dépit de ces faits que, cherchant à induire en erreur les Nations Unies, M. Schuman affirme que les négociations se poursuivent avec succès. En fait, la France veut méconnaître les exigences justifiées du peuple marocain dont elle piétine le désir d'indépendance.

38. Les raisons de cette politique obstinée ont plusieurs bases dont la première est la source inépuisable de bénéfices que le Maroc représente pour les capitaux français et internationaux. C'est pourquoi l'administration française s'est fixé pour tâche économique principale l'exploitation des matières premières, notamment celles qui sont d'importance stratégique, délaissant les autres branches de l'économie. D'après le Directeur des finances au Maroc, une étude sur les sociétés ayant un capital de plus de 100 millions de francs a montré que leurs actions étaient ainsi réparties: capitaux français, 55 pour 100; capitaux internationaux, 5 pour 100; capitaux d'Européens résidant au Maroc, 35 pour 100; capitaux marocains, 5 pour 100.

39. L'agriculture marocaine a été frappée par une crise grave. Après quarante ans de colonisation, on ne cultive guère que 5 millions d'hectares sur 15 millions d'hectares de terre arable. La production agricole baisse constamment en raison du caractère archaïque des méthodes utilisées. Il n'est donc pas étonnant que le Maroc, qui fut dans le passé un pays exportateur de denrées agricoles, soit obligé à l'heure actuelle d'importer une partie du blé nécessaire à sa population.

40. Dans les échanges commerciaux, 70 pour 100 des exportations vont dans la zone franc et près de 70 pour 100 des importations proviennent de la même zone. C'est là qu'il faut chercher la raison du déficit croissant de la balance commerciale marocaine. Ceci ressort des renseignements fournis par les autorités françaises elles-mêmes. Quant aux remèdes envisagés par ces dernières, on en trouve une indication dans une déclai-

ration faite par le Résident général en janvier 1949. Parlant du déficit commercial croissant, le général Juin a déclaré : "Cette situation aboutit à l'appauvrissement du pays et ne pourrait être liquidée qu'en important des capitaux ou en abaissant le niveau de vie de la population." On ne peut qu'être révolté à la pensée que le général Juin ait pu envisager d'abaisser encore le niveau de vie de cette population, déjà condamnée à une triste existence par les autorités qui ne tiennent aucun compte de ses besoins les plus essentiels. Malgré la situation catastrophique dans ce domaine, des renseignements concernant le budget de la santé publique pour 1951 montrent que les prévisions budgétaires n'accordent que 5,9 pour 100 du budget à ce chapitre et 0,28 pour 100 aux services sociaux.

41. Quant aux travailleurs marocains, leurs salaires sont si bas et les prix si élevés que leur pouvoir d'achat ne représentait, en 1951, que 50 pour 100 du pouvoir d'achat de 1938. Les salaires, comme les allocations familiales, subissent l'influence d'une politique raciste de discrimination. Faut-il rappeler comment les efforts des travailleurs marocains pour obtenir la reconnaissance de leurs droits ont été cruellement réprimés ? Faut-il parler des répressions sanglantes qui ont eu lieu dans les mines de phosphates et dans l'industrie des conserves, à la suite desquelles de nombreux militants syndicalistes ont été emprisonnés pour avoir défendu les droits des travailleurs ?

42. Le sort du paysan marocain n'est pas plus enviable : mêmes besoins, mêmes famines, même système d'accaparement de ce qu'il possède de meilleur au profit des colons français. L'augmentation constante du prolétariat agricole et du paupérisme de ceux qui possèdent encore un peu de terre permet aux colons français des opérations toujours plus fructueuses : c'est ainsi qu'aux époques de sécheresse les paysans ont été fréquemment acculés à donner deux hectares de terre pour un quintal de grain.

43. Une autre raison de cette exploitation cruelle exercée par la France au détriment du Maroc réside dans le fait que ce pays colonialiste joue un rôle important dans les plans d'agression du bloc Atlantique, dirigé par les Etats-Unis d'Amérique. Les Etats-Unis tendent à transformer le Maroc en un instrument docile ; ils désireraient que la population marocaine vive dans la terreur pour qu'elle n'ose pas protester contre la transformation de son pays en une base d'attaque contre l'Union soviétique.

44. Les préparatifs militaires se poursuivent au Maroc à un rythme fiévreux. En 1950-1951, le Gouvernement français, sans le consentement du Maroc, a cédé aux Etats-Unis 15.000 hectares pour l'établissement de cinq grandes bases aériennes. Ces faits ont été relatés dans la presse française, qui mentionne que le chiffre des soldats et techniciens américains utilisés à des constructions de bases était de 15.000 à 20.000 hommes en mars 1952. En dehors de ces bases importantes, dont la fonction n'est que de compléter celles qui ont déjà été construites depuis longtemps, les Américains et les Français utilisent les bases navales de Casablanca, d'Agadir, de Ceuta, de Melilla, et agrandissent la base aéronavale de Port-Lyautey. Le *New York Times* du 9 février 1952 soulignait que, partant de ces bases marocaines, les bombardiers lourds des Etats-Unis pourraient couvrir toute la Russie. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les impérialistes français escomptent

l'appui des impérialistes américains pour conserver leurs positions au Maroc, "Pierre angulaire de la défense Atlantique".

45. Le peuple marocain ne peut pas abonder dans ce sens ; il n'entend pas demeurer dans l'obscurité et la pauvreté pour satisfaire les intérêts des colons et des capitalistes français ; il n'entend pas davantage qu'au nom des visées agressives du bloc Atlantique son pays soit transformé en une vaste base militaire. Malheureusement, les autorités françaises répondent à son désir de se libérer du joug colonial par des répressions sanglantes, des arrestations, l'exil de milliers de personnes. Afin d'exercer une terreur sans limite, les autorités françaises n'ont prévu aucune norme judiciaire ; en l'absence de tout code, l'arbitraire des tribunaux et de l'administration française fait la loi. La presse américaine a déjà exprimé son indignation à ce sujet, notant entre autres faits : "L'emprisonnement sans condamnation est devenu monnaie courante, et dans les régions rurales le Marocain est privé du droit d'être assisté d'un défenseur."

46. Il n'existe au Maroc ni liberté de réunion, ni liberté syndicale. La liberté de la presse n'est qu'une fiction : le nombre de publications dont l'impression y est interdite s'élève à 1.200.

47. La terreur militaire et policière qui règne au Maroc a été marquée plus particulièrement par les représailles sanglantes opérées en janvier 1944 qui ont entraîné la mort de quatre-vingt-huit personnes, l'arrestation de plus de 5.000 et la condamnation à mort d'un grand nombre de détenus, par les incidents provoqués par les Français en avril 1947 à Casablanca où quarante-sept personnes furent tuées et des centaines blessées, par d'autres incidents en 1948 dans le Maroc occidental où, en une seule journée, quarante-cinq personnes furent tuées et 2.000 syndicalistes arrêtés, dont un grand nombre furent condamnés à des peines allant jusqu'à la mort. Le général Juin organisa des représailles contre la population au début de 1951 dans les régions qui refusèrent de signer la pétition de loyauté. Des milliers de soldats participèrent à ces opérations, à la suite desquelles des individus furent arrêtés par milliers. Casablanca fut un autre théâtre de représailles sanglantes en octobre 1951 et en février 1952. En fait, l'arrestation massive des militants politiques et des patriotes marocains n'a jamais cessé tout au long de l'année 1952, et le Maroc est devenu à présent l'arène d'une répression qui dépasse en cruauté tous les actes de violence commis jusqu'à présent par les autorités françaises dans ce pays. C'est ainsi que, pour réprimer la grève de solidarité avec le mouvement de libération national tunisien, organisée à la suite du meurtre de Farhat Hached, et aussi pour protester contre les méthodes barbares appliquées par le colonialisme français, les autorités françaises procédèrent à de très nombreuses arrestations et à des persécutions dans les principales villes du Maroc. Si l'on sait peu de chose de ces événements, que la police française s'efforce de cacher, il est certain cependant qu'il y a eu au moins plusieurs dizaines de tués, plusieurs centaines de blessés, des quantités d'arrestations et que la police française a utilisé contre la population des avions et des chars. Il est nécessaire de rappeler ces faits aux délégations qui ont tenté de détourner l'attention de la Première Commission par des clichés sur la culture française.

48. La situation qui existe au Maroc, de même qu'en Tunisie, constitue une menace à la paix. La délégation

polonaise estime que les Nations Unies ont, en application de la Charte, et notamment de ses Articles 11 et 14, le devoir de prendre des décisions concrètes en la matière. Il ne s'agit pas de signer des déclarations qui n'engagent personne, mais bien de prendre des décisions qui aident le peuple marocain dans sa juste lutte pour la liberté.

49. M. AL-JAMALI (Irak) se réserve de faire ultérieurement une déclaration sur le fond de la question, mais souhaite réfuter sur-le-champ l'exception d'incompétence soulevée par le représentant du Royaume-Uni. Ce dernier a mis l'accent sur la validité du Traité de Fez conclu entre la France et le Maroc, et sur le fait que, selon lui, la Cour internationale de Justice avait confirmé cette validité.

50. Réservant pour plus tard la discussion de cette validité et l'admettant à titre de supposition, le représentant de l'Irak tient à faire remarquer : a) qu'il s'agit d'un traité de protectorat qui n'abolit pas la souveraineté marocaine, de sorte qu'il n'est pas possible de considérer la question comme relevant de la compétence nationale de la France; b) que ce traité ne saurait être éternel. Il serait insoutenable de prétendre que, lorsqu'une partie à un traité demande une modification de certaines clauses que l'autre partie ne veut pas modifier, la partie la plus faible doive à jamais être sacrifiée. Enfin, si l'on envisageait que ce traité soit mal appliqué ou dénaturé, cela ne créerait-il pas une situation particulière? Le gérant d'une propriété qui, de force, supplante le propriétaire, sera par l'intervention judiciaire remis à sa juste place; le père qui inflige de mauvais traitements à son enfant sera lui aussi sanctionné par une autorité extérieure qui s'imposera à lui. Comment pourrait-on donc dire sans violer les principes de la Charte que personne ne pourrait intervenir dans un traité de protectorat? Il est évidemment conforme à la Charte que les Nations Unies puissent trouver le moyen d'intervenir lorsqu'une des parties d'un traité agit en tant qu'agresseur et non en tant que protecteur, car elle crée une situation susceptible de troubler la paix. Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui du XIX^{ème} siècle. L'écho de ce qui se passe en un coin du globe se transmet partout. Les habitants de l'Irak savent que des mesures répressives sont en cours au Maroc.

51. Il est donc parfaitement normal que treize pays pacifiques, qui ont des liens avec le peuple marocain, aient saisi l'Organisation des Nations Unies de ce problème. Personne ne peut prétendre être un membre du monde civilisé moderne et ignorer cette situation puisqu'elle en trouble la paix et l'harmonie. L'inquiétude dont le représentant de l'Egypte a parlé comme se manifestant au Caire à la suite des événements du Maroc (547^{ème} séance) est aussi évidente dans tous les pays arabes et musulmans, voire dans tout le monde civilisé. C'est donc bien une situation internationale dont l'Organisation des Nations Unies se doit de tenir compte.

52. Le représentant du Royaume-Uni s'est demandé pourquoi certains membres de la Commission émettaient des critiques au lieu de faire des propositions constructives. Mais lorsque quelqu'un est malade, on l'envoie chez le médecin; de même il appartient à l'Organisation des Nations Unies d'examiner pourquoi les relations franco-marocaines sont mauvaises. Empêcher le malade de s'adresser au médecin, empêcher le médecin d'étudier la maladie du patient, de faire son diagnostic et de formuler sa prescription ne guérira

certainement pas le malade. Des troubles existent: la maladie est celle du colonialisme. Il est nécessaire que les Nations Unies voient le malade et lui donnent des conseils à propos du traitement à suivre.

53. Les délégations qui ont soumis ce cas à l'ordre du jour n'ont aucune intention d'embarrasser la France; néanmoins, pour le bien de la France elle-même, dans l'intérêt du peuple marocain et pour les Nations Unies, il faut examiner ce cas et prescrire le remède approprié.

54. M. VAN LANGENHOVE (Belgique) précise que la position de la délégation belge dans la question du Maroc ne saurait différer de celle qu'elle a adoptée dans la question tunisienne (538^{ème} séance). En effet, les données essentielles du problème sont les mêmes dans l'un et l'autre cas. Les dispositions contractuelles régissant les relations de la France avec le Maroc ont un caractère nettement organique et leur validité a été reconnue par la Cour internationale de Justice.

55. Ces dispositions définissent le régime du protectorat et, par là, affectent directement l'ordre constitutionnel des parties contractantes et le fonctionnement régulier de leurs organes. La délégation belge confirme donc ce qu'elle a déjà déclaré au sujet de la Tunisie: il s'agit d'un domaine qui relève essentiellement de la compétence nationale et auquel s'applique par conséquent le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Les arguments en sens contraire, faisant état du Chapitre XI relatif aux territoires non autonomes et de l'Article 103 de la Charte, ont déjà été réfutés de manière péremptoire. D'autre part, en invoquant le fait que les Etats en cause sont liés par des traités, on s'est appuyé sur un avis consultatif rendu en 1921 par la Cour permanente de Justice internationale. Cet arrêt date de l'époque où le Pacte de la Société des Nations était en vigueur; or, les dispositions correspondantes de la Charte diffèrent fondamentalement de celles qui figuraient dans le Pacte. En effet, ainsi que la délégation belge a déjà eu l'occasion de le montrer (538^{ème} séance), et comme l'a rappelé pour sa part le représentant de l'Australie (545^{ème} séance), l'Article 15 du Pacte de la Société des Nations consacrait le critère de la compétence exclusive. Il en découlait que l'exception tirée de la juridiction nationale ne pouvait jouer là où la question avait fait l'objet d'une convention internationale. Mais la Conférence de San-Francisco a rejeté le critère de la compétence exclusive que la délégation belge, elle-même, avait proposé de maintenir. La Conférence de San-Francisco a consacré, par le paragraphe 7 de l'Article 2, le critère nouveau de la compétence nationale essentielle qui est plus étendu que le concept de la compétence nationale exclusive. Il en résulte que l'existence d'une convention internationale, comme le Traité de Fez de 1912, ne suffit pas à changer la nature d'une question, et, en conséquence, ne fait pas échec à l'applicabilité du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

56. La délégation belge estime que le débat institué sur le problème marocain n'est pas moins inopportun que celui qui eut pour objet le problème tunisien. Il est de nature à rendre plus difficile la solution de la question et à contrarier l'évolution qui doit permettre progressivement au peuple marocain de gérer démocratiquement ses propres affaires.

57. Parmi les Membres des Nations Unies, il est plusieurs Etats, anciens et nouveaux, dont la structure ethnique, religieuse ou culturelle est complexe. Des mouvements nationalistes ou séparatistes, de caractère "nationalitaire", y sont apparus. L'Organisation des

Nations Unies va-t-elle entreprendre d'examiner la légitimité des revendications formulées dans chacun de ces cas et d'apprécier si les satisfactions que les Etats responsables y donnent sont suffisantes? Ce serait s'engager dans une voie semée de périls contre lesquels la délégation belge met les Nations Unies en garde.

58. La délégation belge, pour sa part, n'est pas disposée à prêter son concours à des entreprises de cette espèce qui vont à l'encontre des buts essentiels des Nations Unies.

59. Le PRESIDENT fait savoir aux membres de la Première Commission que la liste des orateurs sera close à 18 heures. Etant donné la relation qui existe entre la question marocaine et la question tunisienne, certains membres de la Commission qui ont déjà exprimé leur point de vue sur la question tunisienne ont décidé de s'abstenir de prendre part à la discussion

générale sur la question à l'ordre du jour. Il serait donc souhaitable que les délégations désireuses de présenter des projets de résolution sur la question marocaine le fassent aussitôt que possible pour permettre aux délégations de les commenter sans retard. Le Président insiste auprès des délégations pour que celles qui ont l'intention de soumettre des textes veuillent bien le faire ce jour même.

60. M. ENTEZAM (Iran) appuie l'appel adressé par le Président en vue d'une présentation aussi rapide que possible des projets de résolution et demande, pour faciliter le travail des délégations, que la séance de l'après-midi soit fixée à 16 heures.

61. Le PRESIDENT accepte la suggestion du représentant de l'Iran.

La séance est levée à 12 h. 45.